

Le Parti Communiste Internationaliste

(Section Française de la IV^e Internationale)

LES MÉTALLOS luttent aussi pour leurs salaires

Les métallos, eux aussi, passent à l'attaque contre le patronat. Chez Renault, dans plusieurs départements de l'usine, des grèves ont été déclenchées et les ouvriers réussissent à décrocher les 10 francs supplémentaires de l'heure. Un Comité de lutte s'est formé dans l'entreprise, réunissant des travailleurs mécontents de la politique de blocage des salaires et de la passivité des dirigeants syndicaux.

Chez Unic, à Puteaux, un Comité de lutte s'est formé spontanément parmi les ouvriers les plus combattifs, et une délégation s'est rendue auprès de la direction patronale pour exiger les 10 francs supplémentaires.

Le mécontentement ouvrier prend parfois un aspect violent. Chez Citroën, Hénaff, venant défendre la politique capitularde du syndicat, s'est fait copieusement huer par les travailleurs. La voiture haut-parleur d'où il prononçait son discours a failli être renversée.

Ainsi, dans un certain nombre d'entreprises métallurgiques, les travailleurs cherchent une voie pour l'action revendicative, en dehors de la discipline bureaucratique des bonzes qui asservissent le syndicat à la politique anti-ouvrière du patronat et du Gouvernement.

Nous leur disons: aujourd'hui, forts de l'appui des dirigeants des grandes organisations ouvrières, les patrons raidissent leur attitude. Pour les faire capituler, il faut organiser systématiquement les contacts par atelier, par entreprise, étudier concrètement les possibilités d'étendre l'action gréviste. Déjà, Paragon-Mommens (imprimerie) a obtenu 5 francs d'augmentation de l'heure, Charaire et Rotary (imprimeries) ont arraché les 3 francs. Chez Citroën, les ouvriers ont obtenu 4 à 5 francs, selon les catégories.

En organisant leur combat, en liant la grève qui doit s'étendre à tous les départements de chez Renault d'abord, puis aux autres usines, les travailleurs peuvent arracher les 10 francs horaires d'acompte sur le véritable minimum vital.

LAMBERT.

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section Française de la IV^e Internationale)

NE PARAIT PAS, EN COMPLETE SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DE LA PRESSE DONT LE P.C.I. SOUTIENT TOTALEMENT LES REVENDICATIONS.

VOUS DIT... la vérité sur la grève de la Presse

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, CAMARADES,

Vous ne savez pas pourquoi se battent les ouvriers de la presse!

ON VOUS DIT que les typos, linos, etc., sont des ouvriers privilégiés, qu'ils n'ont aucun besoin de faire la grève, que leurs revendications sont inadmissibles.

C'EST FAUX: les salaires de base des ouvriers de la presse sont de 500 francs par service de jour et de 575 francs par service de nuit. Ils gagnent de 10 à 12.000 francs par mois net. C'est peut-être plus que d'autres catégories de travailleurs, mais cela ne leur enlève pas le droit de revendiquer.

La Fédération du Livre a conquis l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES depuis 1920. Mais aujourd'hui la politique de la coalition gouvernementale est de faire payer la « reprise » économique à la classe ouvrière; on interdit de parler de l'ECHELLE MOBILE. Résultat, le pouvoir d'achat ouvrier baisse sans arrêt. Les ouvriers de la presse ont réclamé depuis des mois 25 % d'augmentation, à valoir sur la revalorisation générale sur la base du minimum vital. Las des discussions inutiles, des promesses oubliées sitôt faites, ils ont eu recours à l'arme traditionnelle de combat de la classe ouvrière:

LA GREVE.

Nous ne pouvons que regretter la carence de la Fédération du Livre qui n'a pas étendu la grève aux boîtes du labour établissant par ce fait des cloisons entre les divers corporations du livre. C'est ce qui a fait échouer les revendications des ouvriers du labour qui réclament la parité des salaires avec la presse. En outre, la grève générale du livre aurait fouetté la combativité ouvrière et opposer un front aux manœuvres de divisions des dirigeants staliniens de la C.G.T.

ON VOUS DIT que les journaux ne peuvent pas vivre et que la grève favorise la presse pourrie qui manœuvre dans les couloirs pour claquer ses concurrents actuels.

A QUI LA FAUTE? Les patrons de journaux ont perdu en un mois de grève dix fois plus d'argent que s'ils avaient payé les augmentations de salaires pendant dix ans. C'est donc qu'ils l'avaient, cet argent, et qu'ils pouvaient payer.

ON VOUS DIT que l'absence de journaux profite aux intrigues de la réaction et des fascistes contre la « démocratie » et la « République ».

C'EST FAUX. Ce sont les concessions des grands partis ouvriers (socialistes et communistes français) aux M.R.P. et radicaux réactionnaires qui ont favorisé la recrudescence des trublions d'Action Française. La seule garantie contre toutes les manœuvres de la presse pourrie et de la réaction, contre tout danger fasciste, c'est l'Action Ouvrière organisée. Seule une classe ouvrière combative et non amorphe comme le veut l'actuelle direction de la C.G.T. saura empêcher toute offensive de la bourgeoisie. Chaque Travailleur qui défend ses revendications avec les armes de la classe ouvrière renforce la classe ouvrière toute entière.

La grève de la Presse est légitime. Et si l'on peut reprocher quelque chose aux grévistes, ce n'est pas leur attitude ferme, c'est seulement que leur Comité de grève n'ait pas saisi l'arme redoutable dont il disposait pour faire céder les patrons et le Gouvernement: La publication d'un journal édité par les grévistes. Ce journal aurait renseigné l'opinion sur la situation exacte des travailleurs de la presse et soutenu toutes les revendications présentes de la classe ouvrière. Par son silence, le Comité de grève a facilité les calomnies tendant à établir un fossé entre les travailleurs de la presse et le reste de la classe ouvrière.